

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE OCÉAN INDIEN

Société Anonyme au capital de 16 666 800 €
Siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve, 97466 Saint-Denis de la Réunion
330 176 470 R.C.S. Saint-Denis

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 25 mai 2018**I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

Actif	Exercice N	Exercice N -1
Caisse, banques centrales, CCP	55 481 972,75	44 008 230,26
Créances sur les établissements de crédit	167 575 968,94	216 423 218,84
Opérations avec la clientèle	1 556 131 594,53	1 549 960 470,94
Participations et autres titres détenus à long terme	746 367,39	973 490,01
Parts dans les entreprises liées	1 853 660,45	1 919 975,77
Crédit-bail et location avec option d'achat (1)	982 043,03	620 124,77
Immobilisations incorporelles	2 098 185,74	2 104 619,45
Immobilisations corporelles	13 184 222,56	13 877 018,71
Autres actifs	15 622 145,39	9 412 389,12
Comptes de régularisation	9 126 811,32	9 287 626,17
Total de l'actif	1 822 802 972,10	1 848 587 164,04

Passif	Exercice N	Exercice N -1
Dettes envers les établissements de crédit	450 582 162,58	536 805 052,65
Opérations avec la clientèle	1 126 815 222,53	1 074 193 432,87
Autres passifs	16 950 950,66	7 524 683,89
Comptes de régularisation	17 694 772,48	22 640 822,38
Provisions pour risques et charges	5 608 175,81	8 576 316,58
Dettes subordonnées	35 641 189,16	35 638 846,22
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664 090,78	1 664 090,78
Capitaux propres hors FRBG	167 846 408,10	161 543 918,67
Capital souscrit	16 666 800,00	16 666 800,00
Primes d'émission	1 920 808,22	1 920 808,22
Réserves	5 789 563,45	5 789 563,45
Report à nouveau (+/-)	123 766 639,80	114 848 078,66
Résultat de l'exercice	19 702 596,63	22 318 668,34
Total du passif	1 822 802 972,10	1 848 587 164,04

Hors-bilan	Exercice N	Exercice N -1
Engagements de financement	61 269 243,03	66 311 634,90
Engagements de garantie	143 615 412,00	145 122 782,40
Engagements de financement	173 212 786,85	137 049 478,27
Engagements de garantie	454 724 473,33	475 179 195,33

II. – Compte de résultat publiable

(En milliers d'euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	58 205 991,57	63 293 625,64
Intérêts et charges assimilés	19 703 934,27	22 033 410,31
Produits sur opération crédit-bail et assimilés	586 033,79	748 563,80

Charges sur opération crédit-bail et assimilés	480 427,69	400 827,08
Revenus des titres à revenu variable	182,08	132 605,10
Commissions (produits)	41 332 340,57	40 562 836,88
Commissions (charges)	5 956 362,02	5 220 211,90
Gains, pertes sur opération portefeuille de négociation	331 336,17	458 060,85
Autres produits d'exploitation bancaire	2 482 905,27	1 754 625,44
Autres charges d'exploitation bancaire	155 300,04	112 561,04
Produit net bancaire	76 642 765,43	79 183 307,38
Charges générales d'exploitation	40 963 525,56	43 040 501,51
Dotation amortissements, aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	3 455 362,48	3 350 191,04
Résultat brut d'exploitation	32 223 877,39	32 792 614,83
Cout du risque (+/-)	-7 120 302,74	-2 162 831,72
Résultat d'exploitation	25 103 574,65	30 629 783,11
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	1 121 108,98	3 262 945,38
Résultat courant avant impôt	26 224 683,63	33 892 728,49
Résultat exceptionnel	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices	6 522 087,00	11 688 060,15
Dotation/reprise de FRBG et provisions règlementées	0,00	-114 000,00
Résultat net	19 702 596,63	22 318 668,34

III. – Annexe aux comptes annuels

Notes sur les principes comptables

Les comptes de la Banque Française Commerciale Océan Indien ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire du 16 janvier 1991 modifié par les Règlements 99-04, 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

Titres de transaction et de placement

Titres de transaction

Ces titres figurent à l'actif du bilan au prix de marché. A la date d'arrêté, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

La valeur d'inventaire de ces titres est leur prix de marché. En date d'arrêté, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation par ensemble homogène de titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation

Ces titres sont enregistrés au prix d'achat. A la clôture de l'exercice, ils sont estimés en fonction de l'actif net, de la situation financière et des perspectives de rentabilité de l'entreprise. Les moins-values constatées valeur par valeur donnent lieu à la dotation d'une dépréciation.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordre liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations (application du règlement CRC 2004-06).

En application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2005-09, la BFCOI calcule les amortissements selon la méthode simplifiée depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par les coûts d'acquisition des :

- logiciels, amortis sur une durée de un an à trois ans, à l'exception du progiciel d'ALM amorti sur 7 ans ;
- droits au bail des nouvelles agences, amortis sur une durée de 9 ans.

Immobilisations corporelles

Elles sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Tableau récapitulatif des modes et durées d'amortissement

Logiciels	Linéaire / 1 an à 3 ans
Matériels	Linéaire / 5 ans
Matériels informatiques	Linéaire / 3 ans à 5 ans
Mobiliers	Linéaire / 10 ans
Aménagements	Linéaire / 10 ans
Automobiles	Linéaire / 4 ans
Immeubles	
Gros œuvre	Linéaire / 40 ans
Façades et toiture	Linéaire / 30 ans
Second œuvre	Linéaire / 15 ans

Dotations aux amortissements

Les dotations relatives aux immobilisations d'exploitation sont enregistrées dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat publiable.

Celles relatives aux immobilisations hors exploitation sont enregistrées dans la rubrique « Autres charges d'exploitation bancaire ».

Risques de crédit

Créances douteuses

La BFCOI applique les dispositions des règlements n°2002-03 et n°2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, ainsi que les dispositions du CRC 2007-06 relatif au traitement des découverts douteux.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte globale pouvant résulter de leur non recouvrement total ou partiel. Ces dépréciations sont comptabilisées client par client.

Les intérêts sur créances douteuses sont dépréciés à 100 %.

Sont définies comme créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement ;
- les créances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière de crédits immobiliers aux acquéreurs de logement) ;
- les découverts en dépassement d'autorisation continu depuis plus de 3 mois ;
- les créances présentant un caractère contentieux (déchéance du terme, procédure collective).

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû + intérêts échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites sous la rubrique « créances douteuses ».

La classification en créances douteuses d'un encours sur une personne physique ou morale déterminée entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, nonobstant toute considération liée aux garanties individuelles, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Actualisation des flux de recouvrement prévisionnels des créances douteuses

L'application de cette disposition des règlements CRC 2002-03 et CRC 2005-03, s'est traduite en 2017 par une dotation nette de 2 042 K€, intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances douteuses compromises

Lorsqu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. Cette identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'elles sont jugées irrécupérables, les créances douteuses compromises sont comptabilisées en pertes.

Segmentation des encours

Les cotations retenues par la BFCOI sont les suivantes :

- clients sains : côtés 1 (très bon), 2 (bon), 3 (assez bon) ou 4 (acceptable) ;
- clients sensibles : côtés 5 (sain mais sensible) ou 6 (risque non acceptable) ;
- clients en défaut : 7 (douteux perte partielle quasi certaine), 8A (créances en recouvrement judiciaire ou amiable) ou 8B (créances définitivement compromises).

Dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux cotés sensibles

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation de 5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) cotés sensibles. Elle s'élève à 289 K€ au 31 décembre 2017.

Dépréciation de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux déclassés de sains ou sensibles à douteux

Conformément à la norme du groupe SG, la BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation forfaitaire de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) déclassés de sains ou sensibles à douteux. Elle s'élève à 2 598 K€ au 31 décembre 2017.

Il s'agit d'une dépréciation minimum, avant toute analyse de la valeur des garanties.

Dépréciation sur les encours douteux de la clientèle privée (CLIPRI) et professionnelle (CLIPRO)

La BFC OI comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation sur les encours douteux CLIPRI et CLIPRO consécutifs à des impayés sur des crédits à la consommation, des crédits à l'habitat (hors garanties Crédit Logement) ou des découverts en dépassement continu depuis plus de 90 jours.

Cette dépréciation s'élève à 4 245 K€ au 31 décembre 2017.

Epargne-logement

En application des dispositions du règlement CRC 2007-01, relatives à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans (PEL) d'épargne logement, la BFC OI procède à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;
- des engagements pris en matière de rémunération des PEL pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Cette provision s'élève à 356 K€ au 31 décembre 2017.

Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine .

Commissions de crédit et coûts marginaux relatifs à l'octroi de concours

La BFC OI applique depuis 2010 le CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours.

Les frais de dossiers sur prêts ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont enregistrés de manière linéaire sur la durée de vie contractuelle des prêts concernés et comptabilisés en produits nets d'intérêts dans le Produit Net Bancaire (PNB).

FRBG

En application du règlement 90.02 du CRBF, la BFCOI enregistre un « Fonds pour risques bancaires généraux ».

Notes sur le bilan

Dettes subordonnées

Il s'agit d'emprunts subordonnés à durée indéterminée souscrits auprès du groupe The Mauritius Commercial Bank LTD et de la Société Générale.

Ces emprunts ont été conclus pour une durée indéterminée. Ils ne peuvent être remboursés qu'à l'initiative de l'emprunteur (BFC OI), en tout ou partie, et après accord préalable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Opérations en devises

Les emplois, réserves et engagements en devises figurant au bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

La différence entre les résultats des conversions telle que définies ci-dessus et les contre-valeurs euros telles qu'elles ont été enregistrées aux dates d'entrée au bilan est portée au compte de résultat.

Engagements sociaux : médailles du travail, indemnités de fin de carrière, retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires pour le personnel de la Réunion et de Paris sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés (CRIC, CRIS, ANEP, et CRPB-DOM). Les cotisations dues au titre d'un exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

La BFC OI verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés.

Les engagements correspondants, valorisés par un cabinet d'actuaire, selon la méthode des unités de crédit projeté et sur la base d'un taux d'actualisation de 1,30 % sont couverts, d'une part par une provision enregistrée au passif du bilan, et d'autre part au travers d'un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance.

Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite (10 % des départs à 62 ans, 90 % des départs à 65 ans).

Médailles du travail

Le montant net des engagements de la BFC OI au 31 décembre 2017 s'élève à 352 K€, entièrement provisionné. Ces engagements ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 1,20 %.

Régime de retraite de Mayotte

Un accord d'établissement, signé le 6 octobre 2017, a institué un régime de retraite à cotisations définies se substituant au régime de retraite à prestations définies, institué en 1996 par décision unilatérale de l'employeur. Cet accord prévoit le versement, sous conditions, d'une prime exceptionnelle de départ à la retraite. Le montant des engagements relatifs à cette prime exceptionnelle de départ, valorisé par un cabinet d'actuaire sur la base d'un taux d'actualisation de 1,10 %, s'élève à 2 799 K€ au 31 décembre 2017.

Instruments financiers dérivés

Afin de réduire son exposition au risque de taux, la BFC OI a conclu avec la Société Générale des contrats de swaps de taux, en couverture de certains actifs et de certains passifs ; l'encours global de ces swaps au 31 décembre 2017 s'élève à 269 M€.

Informations relatives à la composition des fonds propres prudentiels

Fonds propres de base prudentiels	147 710 K€
Capital	16 667 K€
Réserves, report à nouveau et primes d'émission	131 477 K€
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664 K€
Immobilisations incorporelles nettes	-2 098 K€
	147 710 K€
Fonds propres complémentaires	35 634 K€
PSDI accordé par la Société Générale	17 817 K€
PSDI accordé par la Mauritius Commercial Bank	17 817 K€
	35 634 K€
Total des fonds propres prudentiels	183 344 K€

Informations relatives aux exigences de fonds propres

Exigences de fonds propres au titre des risques de crédit	85 412 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels	3 438 K€
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	0 K€
Total des exigences de fonds propres	88 850 K€

Autres informations

- Les comptes de la BFC OI sont :
 - intégrés selon la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés de la Société Générale ;
 - mis en équivalence dans les comptes consolidés de la Mauritius Commercial Bank (MCB).
- Intégration fiscale
En 2013, la BFC OI a conclu une convention d'intégration fiscale avec sa filiale, la SNC Société 72.
- Le montant de l'encours des prêts participatifs à durée indéterminée accordés par la BFCOI s'élève à 1 267 K€ au 31 décembre 2017. Le bénéficiaire en est le Crédit Logement.
- Informations fournies en application du règlement ANC N° 2010-04 :
 - Transactions significatives entre parties liées, conclues à des conditions « hors marché » : néant
 - Opérations présentant des risques et avantages significatifs et non inscrites au bilan ou au hors bilan : néant
- Evènement Post-Ciôture : par un avis reçu le 11 janvier 2018, l'administration fiscale a informé la BFC OI de la tenue d'une mission de vérification portant sur les exercices fiscaux 2015 et 2016 et comprenant deux interventions dans les locaux de la BFC OI sur la période du 12 février 2018 au 13 avril 2018. La mission étant toujours en cours, ses conclusions restent inconnues à ce jour.

Rapport sur les dépôts et avoirs loi Eckert

Au 31 décembre 2017, la Banque Française Commerciale Océan Indien détenait dans ses livres :

- 3753 comptes inactifs pour un montant total de dépôts et avoirs de 23 273 972,11 €.

Sur l'année 2017, conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, la Banque Française Commerciale Océan Indien a déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations la somme de 1 951 448,13 € issue de 1 317 comptes ayant atteint le délai légal maximum d'inactivité et/ou de déshérence.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(Ces créances ne sont pas éligibles au refinancement de la BDF)

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	115 207		115 207	158 426		158 426

Comptes et prêts à terme		52 070	52 070		57 734	57 734
Créances douteuses						
Sous-total	115 207	52 070	167 278	158 426	57 734	216 160
Créances rattachées	258	40	298	224	39	263
Total brut	115 466	52 110	167 576	158 650	57 773	216 423
Dépréciations						
Total net	115 466	52 110	167 576	158 650	57 773	216 423

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Crédits à la clientèle	1 406 686	1 406 251
Valeurs non imputées	18 476	17 657
Comptes ordinaires débiteurs	54 328	58 969
Créances rattachées	3 457	3 808
Créances douteuses	135 305	122 201
Total brut	1 618 252	1 608 886
Dépréciations	62 121	58 926
Total net	1 556 132	1 549 960

Note 2 bis. – Risques de crédit : répartition par grands types de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Particuliers	Entreprises	Clientèle financière	Autres	Total
Créances douteuses	35 427	95 706		4 172	135 305
Créances douteuses	15 173	46 819		4 156	66 148
Créances douteuses compromises	20 254	48 887		16	69 157
Dépréciations sur créances douteuses	18 686	43 419		16	62 121
Dépréciations sur créances douteuses - principal	124	4 795			4 919
Dépréciations sur créances douteuses compromises - principal	13 915	36 779		13	50 707
Dépréciations sur créances douteuses - intérêts	197	1 116			1 313
Dépréciations sur créances compromises - intérêts	205	440		3	648
Dépréciations forfaitaires sur créances douteuses	4 245	289			4 534
Total net exercice en cours	16 741	52 287		4 156	73 184
Total net exercice précédent	11 596	51 479		200	63 275

Note 2 ter. – Flux des dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros.)	Solde début période	Dotation	Dotation par RAN	Reprise / disponible	Reprise / utilisée	Solde fin période
Sur opérations interbancaires						
Sur créances clientèle	58 926	16 487		11 652	1 641	62 120
En principal	56 756	15 808		10 947	1 457	60 161
En intérêts	2 170	678		704	184	1 959
Sur portefeuille titres de participation et titres détenus à long terme	3 377			7		3 370
Sur portefeuille titres de placement						
	62 303	16 487		11 659	1 641	65 490

Note 3. – Portefeuille titres (**)

(En milliers d'euros.)	Investissement		Placement		Transaction		Valeurs nettes comptables Total		Plus-values latentes
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Actions									0
Créances rattachées									
Dépréciations									0
Total actions et autres titres à revenu variable									0

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

Note 4. – Participations et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

	Nombre de titres détenus	Part dans le capital	Nominal des titres (En milliers d'euros.)	Valeur brute (En milliers d'euros.)	Dépréciation (En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable (En milliers d'euros.)
Participations						
Crédit logement	32	NS	70,00	2		2
Autres						
SEM Nordev	75	7,50 %	250	19		19
Swift	3	NS	125	1		1
Certificats d'association du fonds de garantie des dépôts				349		349
Total participations : non cotées				371		371
Parts dans les entreprises liées						
Etablissements de crédit						
Mauritiuscommercial Bank (Madagascar)						
Autres						
Bpifrance (ex Oseo)	43 544	NS	8	6		6
Run Croissance	50	2,6 %	10 000,00	363		363
Auber Immobilier	1 485	99 %	16,00	24		24
SCI Mayotte 2001	18 299	99 %	100,00	1 830		1 830
SCI Omaha 2012	499 999	99 %	0,01	5		5
Avance associé omaha 2012				3 370	3 370	0
SNC Société 72	99	99 %	10,00	1		1
Total parts dans les entreprises liées non cotées				5 599	3 370	2 229
Participations cotées						
Total participations cotées						
Total général				5 970	3 370	2 600

Note 4 bis. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Créances	Dettes	Engagements donnés	Engagements reçus	Instruments financiers
The Mauritius Commercial Bank Maurice	1 102	39 407	6 982	14 674	
The Mauritius Commercial Bank Seychelles		1 325			
Société Générale	121 027	402 945	13 227	178 093	(*) 274 938
MCB Madagascar		654			
MCB Mozambique		4			
SCI Mayotte 2001		1 714			

(*) swaps de taux d'intérêts et caps / floors, valeur nominale

Note 4 ter. – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme
au 31 décembre 2017

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part du capital détenu (En %.)	Valeur comptable des titres détenus Brute	Valeur comptable des titres détenus Nette	Prêts et avances consentis par la BFC OI et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB 2017	Résultat (bénéfice ou perte 2016)	Dividendes encaissés par la BFC OI au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication 1 - Filiales détenues à plus de 50 % SCI Mayotte 2001	1 830	-46	99	1 830	1 830				47	
2 - Participations détenues entre 10 % et 50 %										
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :										
1 - Filiales françaises (ensemble)									-	-
2 - Filiales étrangères (ensemble)									-	-
3 - Participations dans des sociétés françaises (ensemble)				3 791	421				-	-
4 - Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)									-	-
5 - Certificat d'association du fond de garantie des dépôts				349	349					
Total				5 970	2 600					

Note 5. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisition / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Logiciels	8 925	1 069	96		9 898
Droits au bail	366				366
Total valeur brute	9 291	1 069	96		10 264
Amortissements/dépréciations					
Logiciels	6 820	1 073	93		7 800
Droits au bail	366				366
Total amortissements	7 186	1 073	93		8 166
Dotations aux dépréciations sur immobilisations					
Total dotations					
Valeur nette comptable	2 105	-4	3		2 098

Note 5 bis. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Crédit-bail et opérations assimilées	2 534	790	242		3 082
Créances rattachées	6			52	58

Total	2 540	790	242	52	3 140
Amortissements/dépréciations					
Crédit-bail et opérations assimilées	1 921	476	238		2 159
Total	1 921	476	238		2 159
Valeur nette comptable	619	314	4	52	982

Note 5 ter. – Crédit-bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Encours financiers	1 166	938
Résultats financiers	54	62
Réserves latentes	260	341

Note 5 quater. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains					
Immeubles d'exploitation	270				270
Immeubles hors exploitation	390				390
Constructions					
Immeubles d'exploitation	6 503	351			6 854
Immeubles hors exploitation	2 326				2 326
Agencements, Installations, autres immobilisations Corporelles	33 806	1 447	403		34 850
Total	43 295	1 798	403		44 690
Amortissements/dépréciations					
Constructions					
Immeubles d'exploitation	1 890	249			2 139
Immeubles hors exploitation	1 236	109			1 345
Agencements, Installations, autres immobilisations Corporelles	26 292	2 133	403		28 022
Total	29 418	2 491	403		31 506
Valeur nette comptable	13 877	-693			13 184

Note 6. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes de stocks et emplois divers	338	301
Débiteurs divers	15 284	9 111
Total	15 622	9 412

Note 7. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement	193	321
Charges constatées d'avance	390	834
Produits à recevoir	8 217	7 765
Autres comptes de régularisation	325	368
Total	9 127	9 288

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	17 800		17 800	59 719		59 719
Comptes et emprunts à terme		428 798	428 798		470 279	470 279
Valeurs données en pension						
Sous-total	17 800	428 798	446 598	59 719	470 279	529 998
Dettes rattachées	30	1 030	1 061	38	1 173	1 211
Autres sommes dues	2 924		2 924	5 596		5 596
Total	20 754	429 828	450 582	65 353	471 452	536 805

Note 9. – Opérations avec la clientèle et dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Opérations avec la clientèle	1 022 277	104 538	1 126 815	959 060	115 133	1 074 193
Comptes d'épargne à régime spécial	216 102	59 054	275 156	203 326	57 245	260 571
Dettes rattachées	1 697	1 510	3 207	1 398	1 534	2 932
Comptes ordinaires de la clientèle	798 621		798 621	747 300		747 300
Autres sommes dues	5 763		5 763	6 946		6 946
Comptes créditeurs à terme		43 974	43 974		56 354	56 354
Autres dettes diverses	94		94	90		90
Dettes rattachées						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres de créances négociables						
Total général	1 022 277	104 538	1 126 815	959 060	115 133	1 074 193

Note 10. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Personnel et comptes rattachés	30	32
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 020	704
Etat et autres collectivités publiques	8 740	1 492
Autres dettes	7 161	5 296
Total	16 951	7 524

Note 11. – Comptes de régularisation - Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement	641	246
Produits constatés d'avance	481	533
Charges à payer	10 143	21 027
Autres comptes de régularisation	6 430	835
Total	17 695	22 641

Note 12. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Dotations par RAN	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Fin exercice
Autres provisions						
Risques sur opérations avec la clientèle	357	515		99		773
Charges de personnel (engagements sociaux de fin de carrière)	6 774	1 401		5 024		3 151
Autres risques et charges	1 445	771		407	125	1 684
Total	8 576	2 687		5 530	125	5 608

Note 13. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Variations	Fin exercice
Emprunts à taux variables			
Emprunts participatifs			
Dettes subordonnées à durée indéterminée	35 634		35 634
Dettes rattachées	5		7
Total	35 639		35 641

Les taux moyens appliqués pour 2016 et 2017 sont respectivement de : 2,55 % et 2,46 %.

Note 14. – Capital souscrit

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Nombre	Nominal	Nombre	Nominal
Titres émis				
Actions ordinaires	333 336	50 EUR	333 336	50 EUR
Total	333 336		333 336	

Note 15. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Réserves légales	1 667	1 667
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 123	4 123
Total	5 790	5 790

Note 16. – Evolution des capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros.)	Capital	Certificats d'investissement	Primes	Réserves	Report à nouveau	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	16 667		1 921	5 790	114 847		22 319	161 544
Résultat de l'exercice (avant affectation)							19 703	19 703
Affectation du résultat de l'exercice précédent					8 919	13 400	-22 319	
Distribution de l'exercice						-13 400		-13 400
Position à la clôture de l'exercice	16 667		1 921	5 790	123 766		19 703	167 847

Note 17. – Actifs / passifs selon durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	<3 mois	>3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	156 843	809	4 367	5 556	167 576
Opérations avec la clientèle	220 648	162 576	598 011	574 897	1 556 132
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total exercice en cours	377 491	163 385	602 378	580 453	1 723 709
Total exercice précédent	277 365	143 969	590 520	610 820	1 622 674
Passifs					
Dettes envers les établissements de crédit	35 043	40 301	190 297	184 941	450 582
Comptes créditeurs de la clientèle	1 066 480	26 060	23 888	10 387	1 126 815
Dettes représentées par un titre					
Bons de caisse					
Titres de créances négociables					
Total exercice en cours	1 101 523	66 361	214 185	195 328	1 577 397
Total exercice précédent	1 018 761	66 614	243 638	215 459	1 544 472

Note 18. – Intérêts & produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	485	3 312	392	3 340
Intérêts sur comptes & prêts	271		268	
Rémunération du collatéral SG SFH	244		226	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		52 178		54 660
Intérêts sur créances douteuses		1 694		4 384
Autres intérêts				
Produits sur prêts subordonnés à terme	21		22	
Total	1 022	57 184	909	62 384

Note 19. – Intérêts & charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	427	48	328	47
Intérêts sur comptes & emprunts	9 919	3 726	11 145	4 138
Intérêts sur titres à revenu fixe				
Charges sur dettes subordonnées à terme & à durée indéterminée	875		909	
Instruments financiers : charges nettes sur swaps de taux de couverture	4 709		5 466	
Total	15 930	3 774	17 848	4 185

Note 20. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & Interbancaires	69		65	
Opérations avec la clientèle	5 675	30 444	4 943	29 374
Opérations sur titres	212		213	
Opérations de change		44		37
Opérations sur engagements de financement et de garantie		2 634		3 116
Prestations de services financiers		8 211		8 036
Total	5 956	41 332	5 221	40 563

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de transaction et de placement		
Gains sur titres de transaction		
Opérations de change	331	458
Gains sur opération de change et d'arbitrage	399	469
Pertes sur opération de change et d'arbitrage	-68	-11
Total	331	458

Note 22. – Ventilation par zones géographiques

(En milliers d'euros.)	Réunion	Mayotte	Paris	Total
Intérêts et produits assimilés	44 249	13 742	215	58 206
Intérêts et charges assimilés	16 499	2 825	380	19 704
Commissions (produits)	28 309	12 022	1 002	41 332
Commissions (charges)	4 649	1 186	122	5 956
Gains/pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	263	0	69	331
Autres produits d'exploitation bancaire	2 168	293	22	2 483
Autres charges d'exploitation bancaire	155			155

Note 22 bis. – Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Commissions gestion assurances sur concours	614	425
Prestations informatiques	1 038	718
Revenus des immeubles	71	53
Quote part de bénéfice assurance	424	252
Affacturage	264	247
Autres produits divers d'exploitation	72	59
	2 483	1 755

Note 22 ter. – Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Autres charges diverses d'exploitation	155	113
	155	113

Note 23. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	25 824	30 081
Salaires & traitements	18 013	17 350
Charges de retraite	2 212	2 017
Charges sociales	6 214	5 995
Intéressement des salariés	918	1 100
Participation des salariés	851	1 729
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	1 339	1 517
Dotations aux provisions sur charges de personnel	1 463	1 095
Reprises de provisions disponibles sur charges de personnel	-5 186	-722
Reprises de provisions utilisées sur charges de personnel		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes sur charges de personnel		
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes		
Autres frais	15 139	12 960
Impôts, taxes	2 141	2 238
Dotation/reprise de provisions sur risques sur impôts et taxes		
Services extérieurs	12 998	10 722
Total	40 963	43 041

Montant du CICE au 31 décembre 2016 : 696 K€ au 31 décembre 2017 : 655 K €.

Note 23 bis. – Honoraires des commissaires aux comptes

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la Société Générale.

Note 24. – Coût net du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses (principal)	14 187	7 537
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	361	247
Dotations aux dépréciations sur encours à surveiller	410	440
Dotations aux dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	1 212	3 962
Autres dotations aux dépréciations	1 262	557
Reprises de dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles ou utilisées (principal)	-8 974	-7 093
Reprises de dépréciations sur encours à surveiller (disponibles ou utilisées)	-971	-2 114
Reprises de dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	-2 459	-3 391
Reprises de dépréciations pour risques disponibles ou utilisées	-496	-272
Autres reprises de dépréciations		
Pertes sur éléments couverts par des provisions	72	7
Autres charges irrécupérables couvertes par des dépréciations	1 457	1 631
Récupérations sur créances amorties	-163	-143
Dotations pour dépréciation des biens acquis par adjudication		

Reprises pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Pertes sur éléments non couverts par des provisions	1 224	795
Coût net du risque	7 120	2 163

Note 25. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles		
Moins-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions d'immobilisations		
Plus-values sur cessions droits au bail		
Reprise dépréciations sur immobilisations incorporelle		
Immobilisations corporelles	7	20
Moins-values sur cessions d'immobilisations		-1
Plus-values sur cessions d'immobilisations	7	21
Immobilisations financières	1 114	3 243
Moins-values sur cessions d'immobilisations financières		
Dotations dépréciations sur immobilisations financières		-7
Plus-values sur cessions d'immobilisations financières	1 107	3 226
Reprises dépréciations sur immobilisations financières	7	24
Autres dotations aux provisions pour dépréciation		
Autres reprises de provisions pour dépréciation		
Total	1 121	3 263

Note 26. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Sur résultat courant	6 374	11 493
Intégration fiscale : subvention à SNC Société 72	148	195
Sur résultat exceptionnel		
Total	6 522	11 688

Note 27. – Situation fiscale latente

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts différés Actif (taux : 34,43 %)	7 562	10 904
Charges à payer non déductibles	290	670
Provisions non déductibles	6 916	9 757
Autres provisions non déductibles	357	477
Impôts différés Passif	0	0
Total	7 562	10 904

Note 28. – Opérations de hors bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	61 269	66 312

Ouvertures de crédits documentaires	9 658	8 696
Autres ouvertures de crédits confirmés	48 304	55 402
Acceptations à payer	3 307	2 214
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit	74 878	86 023
Confirmations d'ouvertures de crédits documentaires		
Acceptations à payer		
Autres garanties	74 878	86 023
D'ordre de la clientèle	68 738	59 099
Cautions	26 827	20 401
Garanties de remboursement de crédits distribués par d'autres établissements		
Obligations cautionnées	12 985	13 524
Autres garanties	28 926	25 174
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	173 213	137 049
Engagements de garantie		
Reçus d'établissement de crédit	454 724	475 179

Note 29. – Rémunérations allouées, avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Montant global des rémunérations allouées aux dirigeants (*)	NC	NC
Montant global des rémunérations allouées aux administrateurs	Néant	Néant
Montant global des avances et crédits accordés aux dirigeants et aux administrateurs pendant l'exercice	Néant	Néant

(*) l'information ne peut être communiquée, car il n'y a qu'un seul dirigeant

Note 30. – Projet d'affectation du résultat 2017

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes	16 083	13 400
Report à nouveau	3 620	8 919
	19 703	22 319

Note 31. – Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Plan d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	25 085	28 649
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	20 494	16 298
Ancienneté de plus de 10 ans	6 315	5 738
Sous-total	51 894	50 685
Comptes épargne logement (CEL)	7 544	7 521
Total	59 438	58 206

Note 32. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Encours des prêts	87	101

Note 33. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Plan d'épargne logement (PEL)	127		18	109
Comptes épargne logement (CEL)		7		7
Total	127	7	18	116

Note 34. – Evénements postérieurs à la clôture

	31/12/2017	31/12/2016
	Néant	Néant

Note 35. – Effectif moyen en activité au cours de l'exercice

	31/12/2017	31/12/2016
Techniciens de la banque	290	290
Cadres	98	91

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, approuve l'affectation et la répartition du bénéfice de l'exercice et du report à nouveau antérieur, telles qu'elles lui sont proposées par le Conseil d'Administration, à savoir la distribution d'un dividende unitaire de 48,25 € aux 333 336 actions composant le capital social.

Bénéfice 2017	19 702 596,63 €
Report à nouveau antérieur	123 766 639,80 €
Total disponible	143 469 236,43 €
Dividendes	16 083 462,00 €
Report à nouveau	127 385 774,43 €
Total égal au disponible	143 469 236,43 €

L'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs au titre de leur gestion en 2017.

Conformément à la loi, il est rappelé à l'Assemblée Générale que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices, a été le suivant :

Exercice	Montant unitaire (En euros.)	Avoir fiscal (En euros.)	Total (En euros.)
2014	15,65	0	15,65
2015	33,30	0	33,30
2016	40,20	0	40,20

Mr Alexander Lueg est amené à commenter les effets de l'affectation et de la répartition du bénéfice de l'exercice et du RN antérieur, sur l'évolution des fonds propres et ratios prudentiels de la BFC OI.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Française Commerciale Océan Indien relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2 et 17 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié

La Banque Française Commerciale Océan Indien est exposée au risque de crédit, résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Lorsqu'il est avéré, ce risque se traduit dans les comptes par la constatation de dépréciation des actifs concernés et de provisions pour engagements de crédit hors bilan.

Dans un premier temps, des dépréciations spécifiques et provisions sont déterminées par la Société sur la base d'une estimation individuelle du risque de non recouvrement et de perte de valeur recouvrée.

En complément, pour les portefeuilles de crédits considérés comme sensibles, mis sous surveillance et non dépréciés sur base individuelle, des dépréciations collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors des différentes étapes du calcul, notamment pour la constitution des portefeuilles homogènes et la détermination des paramètres de risques utilisés.

Au 31 décembre 2017, le montant brut des actifs financiers dépréciés s'élève à 1 618 millions d'euros, les dépréciations spécifiques et collectives atteignent un total de 62 millions d'euros, et le coût du risque de la BFC OI s'élève à 7,1 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituent un point clé de notre audit car les dépréciations sont significatives au regard des comptes pris dans leur ensemble, et font appel au jugement de la Direction, à la fois pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des dépréciations comptabilisées.

Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle des processus de la filière Crédits et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par la Direction.

Ces contrôles clés concernent principalement l'identification et le suivi des prêts et créances à déprécier et des encours douteux et restructurés, le respect des méthodologies définies par la BFC OI dans l'évaluation des dépréciations, la qualité et la traçabilité des données utilisées, le calcul et le déversement vers la comptabilité des données en provenance des systèmes amont de gestion et risque.

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération les encours et/ou portefeuilles les plus significatifs en montant et pour lesquels l'exercice du jugement par la BFC OI est déterminant sur l'évaluation des dépréciations.

Ces tests ont notamment porté sur :

- l'identification des dossiers présentant un risque individuel significatif : nous avons procédé à la revue du processus de déclassement en créances douteuses ;
- l'évaluation des dépréciations constituées sur une base individuelle : nous avons apprécié, sur base d'un échantillon, les hypothèses retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations comptabilisées ;
- l'évaluation des dépréciations collectives : nous avons apprécié la correcte application des règles de provisionnement communiquées par le Groupe Société Générale.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BFCOI par votre assemblée générale d'avril 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés et de juillet 2017 pour le cabinet ACE.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 3^e année de sa mission sans interruption et le cabinet ACE dans la 1^{ère} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et La Possession, le 23 avril 2018
Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

ACE
Bernard Fontaine

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social : 58 rue Alexis de Villeneuve – 97466 Saint-Denis, Ile de la Réunion.